

Accord interprofessionnel national
CRÉATION DU PEI ET DU PRESVI
« ÉPARGNE SALARIALE-PROFESSIONS LIBÉRALES » (ES-PL)
(27 novembre 2002)

(Etendu par arrêté du 1^{er} août 2003,
Journal officiel du 13 août 2003)

AVENANT N° 4 DU 6 JUIN 2012
À L'ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2002 RELATIF À LA CRÉATION
D'UN PEI ET D'UN PERCO-I

NOR : ASET1251035M

Entre :

L'UNAPL,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été conclu le présent avenant à l'accord interprofessionnel ES-PL portant création d'un PEI et d'un PERCO-I (ci-après dénommé « l'accord ») conclu le 27 novembre 2002, et modifié par voie d'avenants respectivement conclus le 18 septembre 2003, le 27 septembre 2004 et le 16 juillet 2007.

Le présent avenant a pour objet :

- de mettre en conformité l'accord avec les dispositions légales et réglementaire en vigueur ;
- de modifier les modalités de notification d'adhésion des entreprises à l'accord ;
- de modifier les modalités d'abondement de la manière suivante :
 - chaque entreprise peut ajuster son taux d'abondement en fonction des sources d'alimentation susceptibles d'être versées dans le PEI et/ou dans le PERCO-I ;
 - les quotes-parts de participation versées dans le PEI peuvent être abondées par l'entreprise ;
- de préciser les modalités d'adhésion simplifiées des salariés d'entreprises adhérentes au PERCO-I ES-PL ;
- de modifier l'offre financière.

Article 1^{er}

Le préambule de l'accord est modifié comme suit :

« La loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale ouvre de nouvelles possibilités à la mise en œuvre des plans d'épargne afin de favoriser le droit d'adhérer pour chaque salarié, dans chaque PME. Par ailleurs, la diversité des placements, les différences de durée d'indisponibilité,

les nouvelles possibilités de transfert, si elles favorisent incontestablement la démarche autour de l'épargne, peuvent rendre plus complexe le suivi des droits et ce, malgré les efforts d'information imposés par le législateur.

Pour donner corps à cette volonté du législateur d'étendre l'accessibilité au plan d'épargne, et afin de favoriser la permanence de la démarche, tout en facilitant les transferts entre plans d'épargne et PERCO, les partenaires sociaux ont décidé d'instaurer un plan d'épargne interentreprises (PEI) et un plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCO-I), dans le respect des dispositions figurant aux articles L. 3332-1 et suivants du code du travail.

Cet accord crée un cadre juridique de gestion, que ce soit pour le PEI, ou le PERCO-I mais non une obligation stricte d'adhérer au dispositif pour les entreprises. Toutefois, toute entreprise y adhérent doit s'y conformer.

Il s'agit d'un accord de mise en œuvre d'un plan d'épargne à 5 ans, d'une part, et d'un PERCO-I pour la retraite, d'autre part, permettant aux salariés, au chef d'entreprise, au mandataire social d'une entreprise adhérente d'en devenir personnellement bénéficiaire. Les entreprises pourront devenir elles-mêmes acteurs du système en décidant, par exemple, au-delà de la participation aux frais de gestion, une politique active d'abondement, dans le respect des principes légaux et conventionnels réglementant les plans d'épargne. Les entreprises adhérentes s'engagent à respecter le principe de non-substitution de l'abondement à un élément de rémunération posé à l'article L 3332-13 du code du travail.

Il est entendu que les dispositions du présent accord peuvent être améliorées au niveau de la branche ou de l'entreprise. »

Article 2

L'article 1^{er} de la section 1 de l'accord, intitulé « Champ d'application professionnelle et géographique », est modifié comme suit :

Cet article est complété par l'alinéa suivant :

« Les partenaires sociaux s'accordent à préciser que les salariés de l'UNAPL et des organismes qu'elle a créés (ARAPL, OPCA PL, FIF PL, ORIFF PL, Maison des professions libérales...) peuvent bénéficier des dispositions du plan d'épargne salariale ES-PL sur simple décision de leurs instances exécutives agissant en tant qu'employeurs.

Son extension sera demandée auprès de la direction générale du travail (DGT). »

Article 3

L'article 2 de la section 1 de l'accord, intitulé « Durée de l'accord. – Révision. – Dénonciation », est modifié comme suit :

« Le présent accord est établi à durée indéterminée.

Il peut être dénoncé selon les règles légales définies aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail par tout ou partie des signataires, patronaux ou représentant les syndicats de salariés. Toutefois, les parties signataires s'accordent pour prolonger la période de négociation ouverte à l'issue du préavis qui suit la dénonciation portant ainsi le délai de survie du présent accord à 18 mois.

L'accord peut être révisé dans les conditions définies aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail, notamment en cas de mise en conformité avec les dispositions nouvelles ultérieures à la signature du présent accord.

Chaque partie peut demander la révision de tout ou partie du présent accord. Toute demande est adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des autres parties signataires.

Les modifications de la fiscalité ou de l'assujettissement aux cotisations de sécurité sociale des sommes apportées ou gérées au sein du PEI ou du PERCO-I ES-PL s'opèrent de plein droit à la date d'application prévue réglementairement sans qu'il y ait obligation de le constater par avenant.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer pour évaluer l'impact qu'auraient les nouvelles dispositions légales et réglementaires ultérieures à la signature, sur le présent accord, et en tirer les conséquences au travers de la commission prévue à l'article 24, dans le délai de 1 mois à compter de la promulgation desdites dispositions.

Une information individuelle appropriée sera alors donnée par les établissements teneurs de registres. »

Article 4

L'article 4 de la section 1 de l'accord, intitulé « Dépôt de l'accord », est modifié comme suit :

« Le présent accord fera l'objet d'un dépôt dans les conditions définies aux articles L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail, tant auprès des services du ministre chargé du travail qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de conclusion. »

Article 5

L'article 5 de la section 1 de l'accord, intitulé « Sortie du champ de l'accord », est modifié comme suit :

« Lorsque l'entreprise vient à sortir du champ d'application prévu à l'article 1^{er} du présent accord, il est procédé à l'adaptation des dispositions de l'article L. 2261-12 du code du travail.

La sortie du champ de l'accord ne constituant pas un cas de déblocage anticipé, cette adaptation tend à organiser le transfert des avoirs des bénéficiaires vers un ou plusieurs autres plans d'épargne salariale.

Lorsque ce transfert n'est pas réalisable, les avoirs sont maintenus dans leur affectation d'origine jusqu'à l'expiration du délai d'indisponibilité.

Les comptes non encore clôturés à l'expiration du délai légal d'adaptation mentionné par ledit article ne pourront plus être alimentés pour chacun des bénéficiaires concernés, jusqu'au transfert ou la liquidation des avoirs de ces derniers. »

Article 6

L'article 6 de la section 1 de l'accord, intitulé « Bénéficiaires. – Ancienneté », est modifié comme suit :

« Tout salarié d'une entreprise adhérant au plan ou, après extension, tout salarié d'une entreprise comprise dans le champ d'application de l'accord du fait de l'arrêté d'extension, pourra bénéficier des dispositions de l'accord et adhérer individuellement au PEI ES-PL et/ou au PERCO-I ES-PL.

Il en est de même pour le chef d'entreprise, le conjoint du chef d'entreprise s'il a le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé, le président, les directeurs généraux, les gérants, les membres du directoire lorsque l'effectif habituel de l'entreprise comprend au moins 1 et au plus 250 salariés en sus du (ou des) dirigeant(s).

Lorsque l'effectif habituel de l'entreprise comprend au moins 1 et au plus 250 salariés en sus du (ou des) dirigeant(s), les professionnels libéraux qui exercent leur activité dans le cadre d'une société civile professionnelle (SCP) ou qui exercent à titre individuel, en employant du personnel dans le cadre d'une société civile de moyens (SCM), ont la possibilité d'adhérer individuellement au PEI ES-PL et/ou au PERCO-I ES-PL mis en place dans la SCP ou la SCM dans les mêmes conditions que les salariés employés par la SCP ou la SCM.

Les associés ou membres de tout groupement d'entreprises d'exercice en commun de la profession sont reconnus comme chef d'entreprise.

Le salarié devra avoir une ancienneté de 2 mois dans l'entreprise qui l'emploie, au moment de son adhésion.

Pour la détermination de l'ancienneté, sont pris en compte tous les contrats de travail (y compris les contrats emploi-formation, les contrats d'apprentissage, les contrats initiative-emploi), exécutés au cours de la période de calcul et des 12 mois qui la précèdent. Tout changement de situation professionnelle du salarié adhérent devra faire l'objet d'une information à l'organisme gestionnaire.

S'agissant du PEI ES-PL, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise à la suite d'un départ à la retraite ou en préretraite peuvent continuer à y effectuer des versements, à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur départ ; ces versements ne bénéficient plus de l'abondement de l'entreprise.

S'agissant du PERCO-I ES-PL, les anciens salariés ayant quitté l'entreprise, pour quelque motif que ce soit, peuvent continuer à y effectuer des versements à condition d'avoir effectué au moins un versement avant leur date de départ. Ces versements ne bénéficient pas de l'abondement de l'entreprise et les frais afférents à leur gestion sont à la charge exclusive de l'ancien salarié qui effectue ces versements.

La possibilité, évoquée ci-dessus, n'est pas ouverte au salarié qui a accès à un plan d'épargne pour la retraite collectif dans la nouvelle entreprise où il est employé ; il peut alors transférer ses avoirs dans son nouveau PERCO et poursuivre ses versements. »

Article 7

L'article 7 de la section 1 de l'accord, intitulé « Principe de cumul avec un PEE », est modifié comme suit :

« Le personnel d'une entreprise comprise dans le champ d'application du présent accord qui aurait déjà mis en place un PEE qui lui est propre aura la possibilité d'adhérer au PEI ES-PL.

Dans ces conditions, l'entreprise veillera au respect des dispositions du présent accord en matière de plafond d'abondement dont les modalités sont définies à l'article L. 3332-11 du code du travail et qui s'apprécient globalement.

Il en est de même pour le PERCO-I ES-PL. S'il existe dans l'entreprise un PERCO le salarié pourra adhérer au PERCO-I ESPL. »

Article 8

L'article 8.1 de la section 1 de l'accord, intitulé « Adhésion », est modifié comme suit :

« L'adhésion de l'entreprise au PEI ES-PL et/ou au PERCO-I ES-PL se fait par une notification expresse de l'entreprise entrant dans le champ d'application de l'accord. Cette notification se matérialise par l'envoi d'un bulletin de souscription, dûment daté et signé par le représentant légal de l'entreprise adhérente, auprès d'un des établissements teneurs de registres (ETR).

Sous réserve que l'entreprise soit visée par l'accord, et que ce dernier lui soit applicable, l'adhésion du salarié bénéficiaire ayant l'ancienneté requise au PEI est libre et relève d'un droit individuel qu'il tient de la loi. Son adhésion fait l'objet d'une communication à l'employeur. Ce dernier notifie l'adhésion à l'établissement teneur de registres dans les conditions prévues à l'alinéa 1.

L'existence d'un PEI au niveau de l'UNAPL permet la création d'un PERCO-I au même niveau régi par les articles L. 3334-1 et suivants du code du travail, auquel chaque bénéficiaire (salarié, chef d'entreprise ou mandataire social) peut adhérer librement, dans les conditions visées à l'alinéa précédent. »

Article 9

L'article 10.1 de la section 1 de l'accord, intitulé « Obligations incombant aux établissements teneurs de registres », est modifié comme suit.

« Les établissements teneurs de registres mettent en place un processus d'information (plateau téléphonique, Internet...) permettant à toute personne intéressée d'obtenir des renseignements sur les règles de fonctionnement des plans ainsi que les performances financières des fonds communs de placements d'entreprise (FCPE).

Dès lors qu'un salarié ou un dirigeant adhère au PEI ES-PL et/ou au PERCO-I ES-PL, l'ETR choisi remet à l'entreprise, en autant d'exemplaires qu'il y a de personnes concernées, un guide (guide épargnant) présentant de manière simple et didactique les avantages liés aux plans ES-PL, les différents supports de placement proposés et les modalités pratiques de versement, ainsi qu'une copie du présent accord.

En vertu de l'article R. 3332-15 du code du travail, les établissements teneurs de registres se substituant aux entreprises dans leurs obligations en matière d'information retracent les sommes affectées soit au PEI ES-PL, soit au PERCO-I ES-PL.

Les établissements teneurs de registres établissent un relevé comportant pour chaque adhérent :

- le montant des droits affectés dans chacun des fonds ;
- la date à partir de laquelle lesdits droits seront négociables ou exigibles ;
- les cas dans lesquels ils peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration de ce délai ;
- en cas de sortie, le montant du précompte effectué au titre de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Lors de chaque acquisition faite pour son compte à la suite de versements dans le(s) plan(s), l'adhérent recevra ce relevé nominatif. En outre, il reçoit chaque année un relevé de la situation de son compte ⁽¹⁾.

Pour ce faire, chaque adhérent s'engage à informer l'entreprise et l'ETR de ses changements d'adresse.

Chaque année le rapport annuel de gestion est mis à disposition sur le site internet. Il est également étudié lors de la réunion annuelle de la commission de suivi et de contrôle des fonds prévue à l'article 24 *bis* nouveau.

Les ETR doivent communiquer chaque année à cette commission les éléments statistiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission. »

Article 10

L'article 10.4 de la section 1 de l'accord, intitulé « Personnel entrant ou quittant l'entreprise », est modifié comme suit :

« Il est remis à tout salarié de l'entreprise un livret d'épargne salariale, conformément et dans les conditions prévues à l'article R. 3341-5 du code du travail.

Tout salarié bénéficiaire quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées au sein de la nouvelle entreprise dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale. Cet état distingue les actifs disponibles, en mentionnant tout élément utile au bénéficiaire pour en obtenir la liquidation ou le transfert, et ceux qui sont affectés au plan d'épargne pour la retraite collectif, en précisant les échéances auxquelles ces actifs seront disponibles ainsi que tout élément utile au transfert vers un autre plan.

Suite à son départ, le salarié bénéficiaire peut :

- soit obtenir la liquidation de ses droits ;
- soit conserver ses avoirs dans le PEI et/ou le PERCO-I ES-PL ;
- soit transférer ses avoirs, le cas échéant, au sein de la nouvelle entreprise qui l'emploie.

(1) Le relevé d'opérations pourra faire office de relevé annuel.

Il doit alors en faire la demande auprès de l'organisme chargé de la gestion du ou des nouveaux plans et en informer l'ETR en précisant notamment le nom et l'adresse de son nouvel employeur et de l'organisme chargé de la gestion du ou des nouveaux plans.

Le salarié bénéficiaire d'un PERCO, par l'intermédiaire de l'entreprise qu'il quitte, ne peut utiliser son contenu dans le PEI ou le PEE de l'entreprise qui l'accueille.

Les frais afférents à la tenue des comptes sont pris en charge par l'entreprise. Ces frais cessent d'être à la charge de l'entreprise après le départ du bénéficiaire. Dès lors que l'entreprise en a informé l'ETR, ces frais incombent aux bénéficiaires concernés et sont perçus par prélèvement sur leurs avoirs.

Chaque salarié bénéficiaire s'engage à informer l'entreprise et l'ETR de ses changements d'adresse. Si l'adhérent ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, la conservation des parts de FCPE continue d'être assurée par les ETR auprès desquels l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai prévu au 10 *bis* de l'article L. 135-3 du code de la sécurité sociale. A l'expiration de ce délai, l'organisme gestionnaire procède à la liquidation des parts non réclamées et verse le montant ainsi obtenu au fonds de solidarité vieillesse. »

Article 11

L'article 11 « Composition et désignation du conseil de surveillance commun » est ainsi rédigé :

« Du fait de la fusion des fonds dédiés du plan ES-PL, dans les fonds mentionnés à l'annexe III, cet article devenu sans objet est abrogé. »

Article 12

L'article 12 de la section 1 de l'accord, intitulé « Affectation et gestion des sommes », est modifié comme suit :

« Les sommes versées au PEI ES-PL et/ou au PERCO-I ES-PL peuvent être affectées à l'acquisition de parts de FCPE régis par l'article L. 214-39 du code monétaire et financier, sans que ceux-ci ne détiennent plus de 10 % de titres non admis aux négociations sur un marché réglementé. Cette limitation ne s'applique pas aux parts et actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières détenues par le fonds.

Par ailleurs, l'adhérent au PEI ES-PL et/ou au PERCO-I ES-PL a la possibilité d'affecter son épargne à l'acquisition de parts de fonds communs de placement investis dans les entreprises solidaires, dans les limites posées à l'article L. 3333-6 du code du travail (cf. art. 22).

Le bénéficiaire a le choix de l'affectation de ses avoirs et peut la modifier par simple notification écrite (par courrier ou par Internet) au gestionnaire et au teneur de registre.

La totalité des sommes issues de la participation, de l'intéressement et de l'abondement, versées dans le PEI ES-PL et/ou dans le PERCO-I ES-PL, est investie après prélèvement de la CSG et de la CRDS, selon le choix individuel de chaque bénéficiaire en parts ou 10/1000 de parts des FCPE désignés à l'annexe III.

Les sommes provenant de la participation, de l'intéressement et de l'abondement, versées depuis le 1^{er} janvier 2009, sont également assujetties au forfait social ⁽¹⁾ (contribution à la charge de l'employeur).

La commission de souscription perçue à l'entrée de chaque FCPE est à la charge des bénéficiaires ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

Les frais afférents aux modifications de l'affectation sont à la charge de l'adhérent à l'exception de deux modifications annuelles couvertes par les frais de tenue de compte.

(1) Au taux en vigueur à la date de versement des sommes provenant de la participation, de l'intéressement et de l'abondement.

La modification du choix de placement est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir. »

Article 13

L'article 14.1 de la section 2 de l'accord, intitulé « Versements volontaires », est modifié comme suit :

« Le montant total des versements volontaires (y compris l'intéressement versé dans un ou plusieurs plans d'épargne salariale, ainsi que les 5 jours de congé non pris excédant 24 jours ouvrables versés dans le PERCO-I ES-PL) effectués annuellement par chaque bénéficiaire dans l'ensemble des plans d'épargne salariale, ne peut excéder :

- le quart de sa rémunération annuelle brute s'il est salarié ;
- le quart de son revenu professionnel soumis à l'impôt sur le revenu s'il est dirigeant autorisé à adhérer au plan conformément à l'article 6 de l'accord ES PL ;
- le quart de ses pensions de retraite annuelles brutes s'il est retraité ;
- le quart du plafond annuel de la sécurité sociale, s'il est conjoint du chef d'entreprise ayant le statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code du commerce, ou s'il est salarié dont le contrat de travail est suspendu, à condition que chacun, dans les statuts évoqués, n'ait perçu aucune rémunération au titre de l'année précédente.

Pour les salariés, seul le salaire brut est pris en compte. Il y a lieu de considérer que la rémunération peut être appréciée par rapport au salaire du contrat de travail en début d'année civile ou par rapport au salaire effectivement perçu si ce dernier est plus élevé.

Les versements volontaires pourront être effectués ponctuellement et/ou de manière programmée. »

Article 14

L'article 14.2 de la section 2 de l'accord, intitulé « Intéressement », est modifié comme suit :

« Les primes d'intéressement peuvent être affectées au PEI ES-PL. En ce cas, les primes d'intéressement sont exonérées d'impôt sur le revenu.

Le versement des primes doit intervenir dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont attribuées par l'entreprise (art. R. 3332-10 du code du travail).

Le versement de l'intéressement peut donner lieu à l'abondement prévu à l'article 14.4. »

Article 15

L'article 14.3 de la section 2 de l'accord, intitulé « Participation », est modifié comme suit :

« Les bénéficiaires peuvent verser les sommes qui leur sont dues au titre de la participation financière dans le PEI ES-PL. Dans ce cas, le versement doit intervenir dans les 15 jours à compter de la date où les sommes sont attribuées.

Les sommes provenant de la participation en cours d'indisponibilité peuvent être transférées dans le PEI ES-PL. Elles sont bloquées pour la période restant à courir.

Le versement de la participation peut donner lieu à l'abondement prévu à l'article 14.4. »

Article 16

L'article 14.4 de la section 2 de l'accord, intitulé « Abondement de l'employeur », est modifié comme suit :

« 14.4.1. Rappel des obligations

Participation minimale obligatoire aux frais de tenue de compte :

En application de l'article L. 3333-1 du code du travail, l'aide de l'entreprise consiste en la prise en charge des frais de tenue de compte des participants dans les conditions visées à l'article 10.4.

Cette prise en charge est appelée annuellement. L'entreprise ne supporte ces frais que dans la mesure où un de ses salariés, ou dirigeants, ou conjoint du chef d'entreprise a adhéré personnellement au PEI ES-PL.

En aucun cas, la prise en charge des frais de tenue de compte du PEI ES-PL ne peut se cumuler avec celle des frais de tenue de compte d'un plan de même durée (autre PEI, PEE).

Versement complémentaire facultatif :

Au-delà de cette participation minimale obligatoire, l'entreprise adhérente peut effectuer un versement complémentaire qui demeure facultatif, appelé abondement. Par année civile et par bénéficiaire, le montant total des versements constituant l'abondement de l'entreprise ne pourra ni dépasser le triple de ses versements ni excéder le plafond légal en vigueur ⁽¹⁾. Ce plafond tient compte, le cas échéant, de l'abondement versé audit bénéficiaire par l'entreprise dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise (ou PEG) ou d'un plan d'épargne interentreprises.

Le versement de l'abondement intervient concomitamment aux versements du bénéficiaire ou au plus tard à la fin de chaque exercice.

14.4.2. Décision et modalités d'abondement. – Aide de l'employeur

Le taux d'abondement est identique pour toutes les catégories professionnelles, quelle que soit l'affectation des sommes versées.

Le présent accord prévoit quatre niveaux d'abondement au libre choix de l'entreprise :

Niveau I : outre la prise en charge des frais de fonctionnement du plan, l'entreprise s'engage à verser un abondement à hauteur de 50 % des versements volontaires et/ou de l'intéressement et/ou de la participation.

Niveau II : outre la prise en charge des frais de fonctionnement du plan, l'entreprise s'engage à verser un abondement à hauteur de 100 % des versements volontaires et/ou de l'intéressement et/ou de la participation.

Niveau III : outre la prise en charge des frais de fonctionnement du plan, l'entreprise s'engage à verser un abondement à hauteur de 200 % des versements volontaires et/ou de l'intéressement et/ou de la participation.

Niveau IV : outre la prise en charge des frais de fonctionnement du plan, l'entreprise s'engage à verser un abondement à hauteur de 300 % des versements volontaires et/ou de l'intéressement et/ou de la participation.

L'entreprise demeure libre de choisir une formule d'abondement similaire ou différente pour le PEI et le PERCO-I.

Dans le cas où l'entreprise décide l'application de l'abondement facultatif proposé dans le présent accord (abondement déterminé par l'employeur en fonction du niveau retenu et des sources d'alimentation éligibles), elle en informe les bénéficiaires, ainsi que l'établissement teneur de registre choisi, au plus tard 2 mois avant la fin de l'exercice considéré. A défaut, l'entreprise est réputée avoir décidé de ne pas procéder au versement de l'abondement facultatif. »

Article 17

L'article 16 de la section 2 de l'accord, intitulé « Indisponibilité des placements », est modifié comme suit :

« Les sommes correspondant aux parts et fractions de parts de FCPE acquises pour le compte du bénéficiaire ne seront exigibles ou négociables qu'à l'expiration du délai de 5 ans à compter du dernier jour du sixième mois de l'année d'acquisition de ces parts et du premier jour du cinquième mois de l'exercice d'acquisition de ces parts en cas de versements de la participation dans le PEI ES-PL.

(1) Soit 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale, s'agissant du PEI, à la date de signature du présent accord.

Au-delà de ce délai, le bénéficiaire peut conserver son épargne dans le PEI ES-PL ou obtenir la délivrance de ses avoirs disponibles. »

Article 18

L'article 17 de la section 2 de l'accord, intitulé « Cas de déblocage anticipé », est modifié comme suit :

« Exceptionnellement et conformément aux articles R. 3324-22 et R. 3332-28 du code du travail, la survenance de certains événements permet le déblocage de manière anticipée des droits détenus dans le PEI.

Les faits, en raison desquels les droits constitués au profit des bénéficiaires peuvent être, sur leur demande, exceptionnellement liquidés avant l'expiration des délais fixés à l'article 16 du présent accord, sont les suivants :

- a) Mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par le bénéficiaire ;
- b) Naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption dès lors que le foyer compte déjà au moins deux enfants à sa charge ;
- c) Divorce, séparation ou dissolution d'un pacte civil de solidarité lorsqu'ils sont assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins un enfant au domicile du bénéficiaire ;
- d) Invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou doit être reconnue par décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article L. 323-11 ou de la commission départementale de l'éducation spéciale à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- e) Décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;
- f) Cessation du contrat de travail ou la cessation de son activité par l'entrepreneur individuel ou la cessation du mandat social, ou la perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ;
- g) Affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par le bénéficiaire, ses enfants, son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, d'une entreprise libérale, industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 5141-2 du code du travail, à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;
- h) Affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;
- i) Situation de surendettement du bénéficiaire définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des FCPE ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

La demande doit être présentée par le bénéficiaire dans un délai de 6 mois à compter de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de cessation du contrat de travail ou du mandat social, décès du conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, invalidité et surendettement, où cette demande peut intervenir à tout moment. La levée de l'indisponibilité intervient

sous forme d'un versement unique qui porte, au choix de l'épargnant, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

Ces faits reçoivent application indistinctement, quelle que soit la nature initiale des sommes apportées au PEI.

Toute modification réglementaire ultérieure à la signature du présent accord s'applique de plein droit. »

Article 19

L'article 18 de la section 3 de l'accord, intitulé « Définition du PERCO-I ES-PL et règles applicables », est modifié comme suit :

« Le présent accord offre la possibilité d'adhérer au PERCO-I ES-PL.

Les sommes ou valeurs inscrites aux comptes des bénéficiaires doivent être détenues jusqu'au départ (ou mise) à la retraite, sauf application des cas de déblocages exceptionnels dans les cas et conditions définis par l'article R. 3334-4 du code du travail. »

Article 20

L'article 19.1 de la section 3 de l'accord, intitulé « Sources d'alimentation », est modifié comme suit :

« Les sources d'alimentation sont les mêmes que pour le PEI ES-PL, qu'il s'agisse de l'intéressement, de la participation ou des versements volontaires.

Par ailleurs, les salariés bénéficiaires peuvent verser dans le PERCO-I ES-PL, soit leurs jours de repos non pris, dans la limite de 5 jours par an (sous réserve que leur employeur n'ait pas conclu un accord de compte épargne-temps).

Les jours de congés investis dans le plan d'épargne pour la retraite collectif, PERCO I ES-PL à la demande du salarié, le sont pour la valeur de l'indemnité de congés calculée selon les dispositions des articles L. 3141-22 à L. 3141-25 du code du travail. »

Article 21

L'article 19.2 de la section 3 de l'accord, intitulé « Transfert des sommes », est modifié comme suit :

« Les adhérents peuvent demander le transfert individuel sur le PERCO-I ES-PL des avoirs qu'ils détiennent dans le cadre d'un autre plan d'épargne (PEE, PEI, PERCO ou PERCO-I) ou d'un accord de participation, qu'il y ait ou non rupture du contrat de travail.

Les sommes transférées ne sont pas prises en compte pour l'appréciation du plafond de versement prévu à l'article L. 3332-10 du code du travail. »

Article 22

L'article 19.3 de la section 3 de l'accord, intitulé « Abondement », est modifié comme suit :

« S'agissant de l'abondement, les règles définies à l'article 14.4.2 sont applicables au PERCO-I ES-PL, à l'exception du plafond maximum pouvant être choisi par l'entreprise, qui est le plafond légal d'abondement ⁽¹⁾.

L'abondement qui excède par an et par adhérent le plafond prévu à l'article L. 137-5 du code de la sécurité sociale ⁽²⁾ est soumis à la contribution de 8,20 % au profit du fonds de réserve pour les retraites. Cette contribution est à la charge de l'entreprise.

(1) Soit 16 % du plafond annuel de la sécurité sociale, s'agissant du PERCO-I à la date de signature du présent accord.

(2) Soit 2 300 € à la date de signature du présent accord.

Pour favoriser la constitution de l'épargne par le bénéficiaire, à dater de la signature du bulletin de souscription décrit à l'article 8.1, 1^{er} alinéa, les entreprises qui adhéreront au PERCO-I ES-PL postérieurement au dépôt du présent avenant pourront procéder à un versement initial, indépendamment ou en supplément du niveau d'abondement qu'elles choisiront. Ce versement, qui ne saurait être retenu comme un élément de rémunération, est fixé à un minimum de 50 € et au maximum à 1 % du PASS. »

Article 23

L'article 19.4 nouveau de la section 3 de l'accord, intitulé « Affectation automatique par défaut de la participation », est intégré comme suit :

« Si, en matière de plans d'épargne pour la retraite collectif, l'entreprise ne dispose que du PERCO-I ES-PL ⁽¹⁾, la clause ci-après s'applique :

A défaut de réponse du bénéficiaire sur son choix de placement ou de versement de ses droits à participation, et conformément aux modalités d'affectation au PERCO-I fixées, le cas échéant, par l'accord de participation, les sommes concernées seront investies sur le support de placement par défaut mentionné à l'annexe III de l'accord. »

Article 24

L'article 20 de la section 3 de l'accord, intitulé « Affectation et gestion des avoirs », est modifié comme suit :

« Les sommes affectées au PERCO-I ES-PL peuvent être gérées dans le cadre des placements prévus à l'article 12, soit au sein d'un fonds investi dans les entreprises solidaires définies à l'article L. 3332-17-1 du code du travail.

L'actif de ce FCPE est composé de titres émis par des entreprises solidaires pour une part comprise entre 5 et 10 %. »

Article 25

L'article 21 de la section 3 de l'accord, intitulé « Indisponibilité des placements. – Disponibilité. – Modalités de versements », est modifié comme suit :

« Les sommes correspondant aux parts et fractions de parts de FCPE pour le compte des porteurs de parts dans le cadre du PERCO-I ES-PL sont exigibles au moment du départ (ou mise) à la retraite dans les conditions posées aux articles L. 3334-14 et L. 3334-15 du code du travail, sauf cas de déblocage exceptionnel.

Comme le permet l'article L. 3334-15 du code du travail, les parties signataires de l'accord ont souhaité ouvrir la possibilité d'une délivrance des fonds détenus dans le PERCO-I ES-PL, en capital.

Ainsi, conformément à l'article L. 3334-15 du code du travail, l'épargnant précise son choix concernant le mode de délivrance de ses avoirs, au plus tard à la date de délivrance des sommes. »

Article 26

L'article 22 de la section 3 de l'accord, intitulé « Cas de déblocage anticipé », est modifié comme suit :

« L'article R. 3334-4 du code du travail définit des cas spécifiques de déblocage par anticipation pour le PERCO.

Les faits en raison desquels les droits constitués au profit des porteurs de parts (bénéficiaires) peuvent être, sur leur demande, exceptionnellement liquidés avant le départ (ou mise) à la retraite sont les suivants.

(1) L'entreprise n'a ni conclu (ou mis en place) à son niveau un règlement PERCO ni adhéré à un PERCO de groupe.

a) Décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. En cas de décès du bénéficiaire, il appartient à ses ayants droit de demander la liquidation de ses droits. Dans ce cas, le bénéfice de l'exonération de l'impôt sur le revenu attachée à ces droits cesse au-delà de l'expiration des délais fixés par l'article 641 du code général des impôts (à savoir, après la date limite de dépôt de la déclaration de succession, soit 6 mois (règle générale) à compter du décès) ;

b) Expiration des droits à l'assurance chômage du bénéficiaire ;

c) Invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; cette invalidité s'apprécie au regard des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, ou doit être reconnue par décision de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel ou de la commission départementale de l'éducation spéciale à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;

d) Situation de surendettement du porteur de part (bénéficiaire) définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des FCPE ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;

e) Affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.

La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix du porteur de parts (bénéficiaire), sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués. »

Article 27

L'article 24 intitulé « Commission de suivi de contrôle » est ainsi modifié :

Cette commission disparaît pour faire place à deux nouvelles commissions.

« Article 24

Commission de suivi et de contrôle de l'accord

24.1. Composition de la commission

La commission est paritaire. Elle est composée, pour la moitié de ses membres de représentants de salariés et, pour l'autre moitié, de représentants des employeurs (chefs d'entreprise ou mandataires sociaux).

Ces représentants sont désignés à raison de deux membres, l'un titulaire, l'autre suppléant, par organisation de salariés signataire du présent accord, pour le collège salarié, et d'autant de membres désignés (titulaires et suppléants) par l'UNAPL, pour le collège employeur.

Ils sont désignés pour une durée de 2 ans renouvelable. Ils sont révocables à tout moment par les organisations qui les ont désignés et procèdent à leur remplacement dans les meilleurs délais.

La présidence de la commission alterne tous les 2 ans entre les collèges employeurs et salariés. Le collège qui assure la présidence de cette commission ne peut assurer celle de la commission prévue à l'article 24 *bis* ci-après.

24.2. Missions de la commission

La commission se réunit au minimum une fois par an pour s'assurer de l'application de l'accord, sur convocation de la partie « employeur » qui en assure le secrétariat. Elle veille au respect de leurs obligations par les entreprises ; s'attache à remédier aux difficultés que pourraient rencontrer les salariés pour adhérer au PEI et/ou au PERCO I ES-PL ; plus généralement, à toutes les difficultés que pourraient rencontrer des bénéficiaires.

Elle propose aux partenaires sociaux signataires de l'accord des solutions à ces difficultés qui pourront faire l'objet d'avenants ultérieurs.

Article 24 bis

Commission de suivi et de contrôle des fonds

1. Composition de la commission

La composition de cette commission est identique à celle de la commission de suivi et de contrôle de l'accord. Ses membres sont désignés par les partenaires sociaux signataires. Ils peuvent être porteurs de parts.

Il est toutefois précisé que les commissaires désignés pour l'une ou l'autre peuvent être différents.

La présidence alterne tous les 2 ans comme la commission prévue à l'article 24.1 ci-avant, selon les mêmes modalités.

2. Missions de la commission

La commission se réunit une fois par an. Elle est convoquée par la partie employeurs qui en assure le secrétariat.

Pour assurer sa mission, et afin de garantir et sécuriser le dispositif d'épargne salariale ES-PL, elle est destinataire des informations et compte-rendus de mandats établis par les gestionnaires et ETR qui sont entendus au moins une fois par an par la commission.

Après audition et débat, elle émet des avis et propositions à destination des gestionnaires et ETR et, si nécessaire, à destination des partenaires sociaux. »

Article 28

Il est créé un nouvel article :

« Article 26

Promotion du plan d'épargne salariale ES-PL

Les parties signataires du présent accord s'engagent à promouvoir le plan d'épargne salariale ES-PL conclu au bénéfice des salariés et des employeurs de l'interprofession des professions libérales.

Cet engagement se manifeste par :

- des articles de fond dans la presse professionnelle sur l'intérêt de l'épargne salariale ;
- des articles centrés sur le plan propre à l'interprofession des professions libérales, ES-PL, dans la même presse ;
- la participation à toutes les réunions, colloques, congrès, salons, etc., où l'intérêt du dispositif d'épargne salariale est mis en valeur et, *a fortiori*, celui du dispositif ES-PL ;
- le développement des campagnes d'information relatives à ES-PL via les outils de communication, notamment Internet.

A l'issue de la négociation du présent avenant, les parties signataires se réuniront afin d'élaborer un support de communication à destination des employeurs et des salariés visant à favoriser la diffusion la plus large possible du dispositif d'épargne salariale ES-PL. Cette information sera adressée, notamment, aux instances régionales et départementales des organisations syndicales de salariés et de l'UNAPL. »

Article 29

Annexes

Article 29.1

L'annexe I de l'accord, intitulée « Activités entrant dans le champ de l'UNAPL concernées par l'accord », est modifiée comme suit.

CODE NAF	LIBELLÉ DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE
02.40Z	Services de soutien à l'exploitation forestière (conseil en gestion et administration de la forêt)
46.11Z	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis
46.12B	Autres intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques
46.13Z	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction
46.14Z	Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions
46.15Z	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie
46.16Z	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et articles en cuir
46.17B	Autres intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac
46.18Z	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
46.19B	Autres intermédiaires du commerce en produits divers
47.73Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
62.01Z	Programmation informatique
62.02A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques
63.99Z	Autres services d'information nca (services de recherche d'information, pour le compte de tiers, services de constitution de dossiers rassemblant des éléments factuels et des informations)
66.21Z	Evaluation des risques et dommages
66.22Z	Activités des agents et courtiers d'assurances
69.10Z	Activités juridiques
69.20Z	Activités comptables
70.21Z	Conseil en relations publiques et communication
70.22Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
71.11Z	Activités d'architecture
71.12A	Activité des géomètres
71.12B	Ingénierie, études techniques
74.10Z	Activités spécialisées de design (création de modèles, design industriel, conception graphique, décoration d'intérieur)
74.30Z	Traduction et interprétation
74.90A	Activité des économistes de la construction
74.90B	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses (intermédiation en fonds de commerce, expertises diverses, services de conseil en sécurité, agronomie, environnement, conseil technique et activités de consultants)
75.00Z	Activités vétérinaires
80.30Z	Activités d'enquêtes (services d'enquêtes et de détectives, activités de tous les enquêteurs privés)
82.19Z	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau (préparation de documents, la révision ou la correction de documents, la transcription de documents, la rédaction de lettres et de curriculum vitae)

CODE NAF	LIBELLÉ DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE
82.91Z	Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle (les activités consistant à rassembler des renseignements, tels que les antécédents de crédit et d'emploi de particuliers ou les antécédents de crédit d'entreprises, et à fournir ces informations aux institutions financières, aux détaillants et à des tiers qui doivent évaluer la solvabilité de ces personnes ou entreprises)
82.99Z	Autres activités de soutien aux entreprises nca (production de comptes rendus textuels ou d'enregistrements sténographiques des délibérations des tribunaux et la transcription ultérieure du matériel enregistré, activités des commissaires-priseurs indépendants)
85.32Z	Enseignement secondaire technique ou professionnel
85.51Z	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
85.52Z	Enseignement culturel
85.59A	Formation continue d'adultes
85.59B	Autres enseignements
85.60Z	Activités de soutien à l'enseignement
86.21Z	Activité des médecins généralistes
86.22A	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie
86.22B	Activités chirurgicales
86.22C	Autres activités des médecins spécialistes
86.23Z	Pratique dentaire
86.90B	Laboratoires d'analyses médicales
86.90D	Activités des infirmiers et des sages-femmes
86.90E	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues
86.90F	Activités de santé humaine nca (activités des praticiens exerçant dans les domaines de la psychothérapie et de la psychanalyse, activités des psychologues à vocation thérapeutique, activités des sophrologues à vocation thérapeutique)
90.01Z	Arts du spectacle vivant (activités exercées par des artistes indépendants tels que des acteurs, danseurs, musiciens, conteurs, l'organisation de tournées et la diffusion de spectacles lorsqu'elles comprennent la responsabilité artistique du spectacle)
90.02Z	Activités de soutien au spectacle vivant
90.03A	Création artistique relevant des arts plastiques (activités exercées par des artistes indépendants, restauration d'œuvres d'art telles que les peintures, etc.)
90.03B	Autre création artistique (activités des écrivains indépendants, pour tous les sujets, y compris la fiction, les ouvrages techniques, etc., activités des compositeurs de musique, les activités des journalistes indépendants)
96.09Z	Autres services personnels nca (activités des psychologues auprès des particuliers, hors conseil à vocation thérapeutique, les activités des sophrologues auprès des particuliers, hors conseil à vocation thérapeutique, les services de recherche généalogique)
Nca : non classé ailleurs.	

Article 29.2

L'annexe III de l'accord, intitulée « Offres de placement », est modifiée comme suit :

« Les parties signataires constatent d'un commun accord la nécessité d'offrir à l'ensemble des adhérents potentiels du PEI et/ou du PERCO-I ES-PL une diversité d'offres de placement alliant sécurité et rentabilité. »

Article 29.2.1

Offres de placement dans le cadre du PEI ES-PL

a) Les fonds gérés par la société de gestion Natixis Asset Management sont :

- Impact ISR Monétaire ;
- Impact ISR Equilibre ;
- Impact ISR Rendement solidaire ;
- Impact ISR Performance.

A défaut d'indication de choix exprimé par l'adhérent, les sommes concernées seront affectées au fonds « Impact ISR Monétaire ».

Les notices d'information des FCPE visés ci-dessus sont jointes à la présente annexe.

Les fonds dédiés ES-PL sécurité BP, ES-PL Prudence ISR-BP, ES-PL Equilibre ISR BP, ES-PL Actions internationales BP et ES-PL Solidaire BP ont été fusionnés dans les FCPE multi-entreprises cités ci-dessus.

b) Les fonds gérés par la société de gestion Amundi sont :

- Amundi Label Monétaire – F ;
- Amundi Label Actions solidaire – F ;
- Amundi Label Prudence – F ;
- Amundi Label Equilibre ;
- Amundi Label Actions Euroland.

A défaut d'indication de choix exprimé par l'adhérent, les sommes concernées seront affectées au fonds « Amundi Label monétaire – F ».

Les documents « Informations clés pour l'investisseur » des FCPE visés ci-avant sont joints à la présente annexe.

Les fonds dédiés ES-PL Monétaire LCL, ES-PL Prudence ISR-LCL, ES-PL Equilibre ISR LCL, ES-PL Actions Internationales LCL et ES-PL Solidaire LCL ont été fusionnés dans les FCPE multi-entreprises cités ci-dessus.

c) Modification du choix de placement

Le bénéficiaire pourra modifier librement l'affectation de son épargne entre les FCPE gérés par la même société de gestion. Cette opération sera sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir. Les frais y afférents seront à la charge du bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte). Par ailleurs, la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du bénéficiaire, ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

Article 29.2.2

Offres de placement dans le cadre du PERCO-I ES-PL

L'épargnant bénéficiaire choisit d'affecter son épargne dans l'un et/ou l'autre des deux modes de gestion suivants :

- la gestion libre, s'il maîtrise les mécanismes financiers et préfère procéder lui-même au choix d'investissement de son épargne,
- et/ou :
- la gestion pilotée, s'il souhaite bénéficier d'un mode de gestion spécifiquement adapté à son horizon de départ à la retraite (ou d'un autre projet personnel).

Article 29.2.2.1

Gestion libre

Les offres de placement proposées dans le cadre du PEI ES-PL constituent également les offres de placement proposées dans le cadre de la gestion libre du PERCO-I.

Pendant ou à l'issue de la période d'indisponibilité, le bénéficiaire peut modifier l'affectation de tout ou partie de ses avoirs entre les FCPE gérés par la même société de gestion.

Au cours de la période d'indisponibilité, il peut demander le transfert de tout ou partie de ses avoirs vers l'un ou plusieurs des mécanismes de gestion pilotée (ouverts aux versements la gestion par grille d'allocation et/ou le PERCO-I garanti et/ou les fonds générationnels) et gérés par la même société de gestion que celle retenue dans le cadre de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents seront à la charge du bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte, à la charge de l'entreprise adhérente). Par ailleurs la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du bénéficiaire, ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

Article 29.2.2.2

Gestion pilotée

a) Gestion pilotée proposée par la société de gestion Natixis Asset Management

Les deux mécanismes de gestion pilotée présentés au II de l'annexe III sont :

1. La gestion par horizon ;
2. La gestion basée sur des fonds générationnels « Natixis Horizon Retraite »

A compter de la date de dépôt de l'avenant n° 4 à l'accord interprofessionnel ES-PL, le mécanisme de gestion pilotée dénommé « la gestion par horizon » est fermé à tout nouveau versement ou à tout arbitrage entrant.

En revanche, les épargnants ayant investi dans ce mécanisme peuvent arbitrer la totalité de leurs avoirs ainsi investis :

- soit dans le mécanisme de gestion pilotée basée sur les fonds générationnels « Natixis Horizon Retraite » ;
- soit dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

L'épargnant peut panacher ses avoirs dans le mécanisme de la gestion pilotée et/ou un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents, le cas échéant, seront à la charge du bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte). Par ailleurs, la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du bénéficiaire ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

a) 1. La gestion par horizon

Ce mode de gestion est désormais fermé aux versements.

Rappel du fonctionnement de ce mode de gestion :

Les sommes versées dans le cadre de la sécurisation automatique ont été investies dans les FCPE de la gamme « ES-PL » (fusionnés avec des fonds de la gamme Impact ISR) déterminé en fonction de la date prévisionnelle du départ à la retraite de l'épargnant.

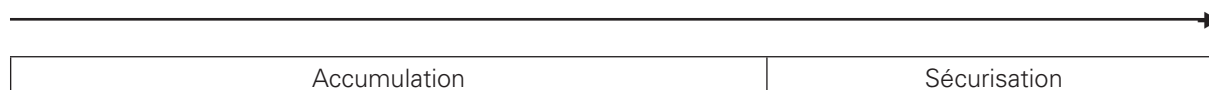
Celui-ci a indiqué, à cet effet, lors de son premier versement, la date à laquelle il envisageait de partir à la retraite et a mandaté Natixis Interépargne pour l'exécution des affectations et/ou des arbitrages inhérents au fonctionnement du dispositif.

Les avoirs sont investis sur les FCPE de la gamme « Impact ISR » utilisés dans le cadre de la sécurisation automatique sont les suivants :

- Impact ISR Monétaire ;
- Impact ISR Rendement solidaire ;
- Impact ISR Equilibre ;
- Impact ISR Performance.

Comment l'épargne a-t-elle été investie ?

La durée de placement comprend deux périodes : la période d'accumulation et la période de sécurisation.



La durée de la période de sécurisation est fonction du degré de risque inhérent au FCPE dans lequel l'investissement initial a été effectué (FCPE d'accumulation). Elle est d'autant plus longue que le profil de risque de ce FCPE est élevé.

Au fur et à mesure que le bénéficiaire s'approche de la date prévisionnelle de son départ à la retraite, ses avoirs sont progressivement sécurisés par transferts mensuels : une partie des avoirs épargnés dans le FCPE d'investissement (ou d'accumulation) choisi initialement est ainsi transférée vers le FCPE de sécurisation « Impact ISR Monétaire ».

Les transferts sont effectués très progressivement, ce qui permet un lissage quasi-parfait des fluctuations des marchés boursiers et conduit à terme à une désensibilisation intégrale des fonds.

Détermination du FCPE d'investissement et durée de sécurisation correspondante :

DURÉE d'accumulation	FONDS	DURÉE de sécurisation
Si, au moment de son versement, le nombre d'années (n) séparant l'épargnant de son départ à la retraite est de :	Ses versements seront investis dans le FCPE :	Puis sécurisés, dès que le nombre d'années le séparant de la date prévisionnelle de son projet ne sera plus que de :
$n \geq 12$ ans	Impact ISR Performance	12 ans (soit $12 \times 12 = 144$ transferts mensuels correspondant chaque mois à 1/144 des parts détenues)
$7 \text{ ans} \leq n < 12 \text{ ans}$	Impact ISR Equilibre	7 ans (soit $7 \times 12 = 84$ transferts mensuels correspondant chaque mois à 1/84 des parts détenues)
$3 \text{ ans} \leq n < 7 \text{ ans}$	Impact ISR Rendement solidaire	3 ans (soit $3 \times 12 = 36$ transferts mensuels correspondant chaque mois à 1/36 des parts détenues)
$n < 3$ ans	Impact ISR Monétaire	(FCPE de sécurisation)

La détermination des durées a été réalisée en fonction des hypothèses de rendement des FCPE et des variations empiriques des marchés. L'intervalle de confiance (amplitude de variation possible de la valeur de part du FCPE) décroît au fur à mesure que s'allonge la durée de placement.

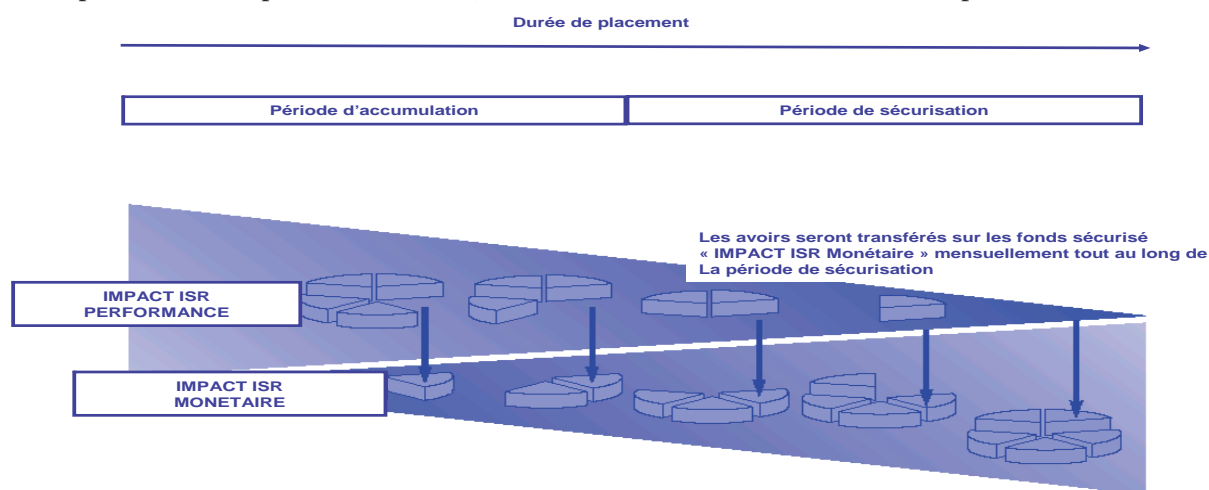
La période de désensibilisation optimale est celle à partir de laquelle le risque de moins-values devient négligeable. Les durées de placement des FCPE de la gamme ont été établies en conséquence.

Prenons un exemple : en 2007, un épargnant de 40 ans a envisagé de partir à la retraite à 65 ans. Il a indiqué dans son bulletin de versement que la date prévisionnelle de son départ à la retraite est 2032.

Il lui restait donc 25 ans avant son départ à la retraite. Son épargne aura été investie dans le fonds « ES-PL Actions internationales BP » dont la durée de placement correspond à l'échéance de son départ à la retraite, 25 ans (12 ans et plus).

Douze ans avant l'échéance (départ à la retraite), Natixis Interépargne constate le nombre de parts détenues par le bénéficiaire et effectue mensuellement le transfert d'une fraction des parts du FCPE « Impact ISR Performance » vers le FCPE de sécurisation « Impact ISR Monétaire ».

Ainsi, l'investissement (en phase d'accumulation) et le désinvestissement (en phase de sécurisation) peuvent être représentés de la façon suivante, aux évolutions de marché près :



L'orientation de la gestion et la composition des FCPE du PERCO-I sont précisées à l'article « Orientation de gestion » de leur règlement ainsi que dans les notices d'information des FCPE, annexées au règlement du plan.

Les fonds issus de la gamme Impact ISR du PERCO-I et du PEI sont gérés par la société, Natixis Asset Management, société anonyme au capital de 50 434 604,76 €, dont le siège social est 21, quai d'Austerlitz, 75634 Paris Cedex 13.

Caceis Bank France, société anonyme au capital de 310 000 000 €, dont le siège social est à Paris 13^e, 1-3, place Valhubert, est l'établissement dépositaire des FCPE composant le portefeuille.

Il s'engage à employer les sommes versées dans un délai maximum de 15 jours à compter de leur inscription sur les comptes des FCPE.

Natixis Interépargne, société anonyme au capital de 8 890 784 € dont le siège social est à Paris 13^e, 30, avenue Pierre-Mendès-France, est le teneur de compte conservateur des parts des épargnants au plan pour chaque FCPE composant le portefeuille.

Le bénéficiaire et son épargne

Lors de son premier versement dans le cadre du dispositif de sécurisation automatique, le bénéficiaire a indiqué sur son bulletin de versement la date d'échéance de son placement et a mandaté

Natixis Interépargne pour l'exécution des affectations inhérentes au fonctionnement du dispositif décrit ci-dessus.

Lorsque le bénéficiaire a opté pour la gestion pilotée présentée dans le cadre du présent article 29.2.2.1, les avoirs ainsi investis sont alors gérés selon les modalités précisées ci-dessus.

Natixis Interépargne adresse au bénéficiaire une information périodique sur la position de son compte et l'informe par courrier du déclenchement de la période de sécurisation des avoirs.

a) 1.1. Modification du mode de gestion pour les avoirs investis en gestion à horizon

Les bénéficiaires ayant investi dans ce mécanisme peuvent arbitrer la totalité de leurs avoirs ainsi investis :

- soit dans le cadre de la gestion pilotée basée sur les fonds générationnels « Natixis Horizon Retraite » ;
- soit dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

a) 1.2. Modification du mode de gestion pour les autres modes de gestion proposés

Le bénéficiaire peut panacher ses avoirs dans les deux modes de gestion proposés :

- dans le cadre de la gestion pilotée basée sur les fonds générationnels « Natixis Horizon Retraite » ;
- et/ou :
- dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents, le cas échéant, seront à la charge du bénéficiaire concerné et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement couvertes par les frais de tenue de compte). Par ailleurs la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du bénéficiaire ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

a) 2. Gestion pilotée par fonds générationnel : « Natixis Horizon Retraite »

Les sommes versées sont employées en parts ou 10/1 000 de parts des FCPE de la gamme « Natixis Horizon Retraite ».

Les sommes versées sont employées en parts ou 10/1 000 de parts des FCPE de la gamme « Natixis Horizon Retraite »

Les différents fonds, ainsi que leur date d'échéance et l'orientation de leur gestion, sont précisés dans le règlement des FCPE. D'autres fonds pourront être créés sous réserve de l'agrément de l'autorité des marchés financiers. Ces fonds sont créés par tranche de 5 ans. A l'échéance d'un fonds, un nouveau fonds sera créé.

A la date de conclusion du présent règlement, les FCPE existants sont :

- Natixis Horizon Retraite 2015 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2015 et 2019) ;
- Natixis Horizon Retraite 2020 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2020 et 2024) ;
- Natixis Horizon Retraite 2025 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2025 et 2029) ;
- Natixis Horizon Retraite 2030 (dont l'horizon d'investissement est compris entre 2030 et 2034) ;

- Natixis Horizon Retraite 2035 (dont l’horizon d’investissement est compris entre 2035 et 2039) ;
- Natixis Horizon Retraite 2040 (dont l’horizon d’investissement est compris entre 2040 et 2044) ;
- Natixis Horizon Retraite 2045 (dont l’horizon d’investissement est compris entre 2045 et 2049) ;
- Natixis Horizon Retraite 2050 (dont l’horizon d’investissement est supérieur à 2050).

Lors de son premier versement, le bénéficiaire indique, dans son bulletin, la date prévisionnelle de son départ à la retraite (ou d’un autre projet personnel).

La commission de souscription perçue à l’entrée du FCPE receveur est à la charge du bénéficiaire ou de l’entreprise. Les modalités de prise en charge seront spécifiées dans le bulletin d’adhésion et pourront être révisées chaque année.

Les versements ultérieurs seront investis dans le même fonds que le versement initial.

Les avoirs épargnés sur les fonds de la gamme « Natixis Horizon Retraite » sont sécurisés par modification de l’allocation d’actifs du fonds.

En fonction de la date d’échéance du fonds et de son orientation de gestion, le gérant diminuera progressivement la proportion d’actions au bénéfice des produits de taux afin d’obtenir une réduction du risque. Très dynamique dans un premier temps, la gestion est ainsi progressivement sécurisée afin d’obtenir une réduction du risque au fur et à mesure que le FCPE se rapproche de sa date d’échéance, et donc que l’épargnant se rapproche de la date de son départ à la retraite (ou de son projet personnel).

Pendant la période d’indisponibilité, le bénéficiaire ne peut pas effectuer de modification de choix de placement entre les FCPE de la gestion pilotée (vers un autre FCPE de la gamme « Natixis Horizon Retraite »), sauf s’il modifie sa date de départ à la retraite ou de son projet personnel.

Pendant la période d’indisponibilité le bénéficiaire peut effectuer une modification de son choix de placement de tout ou partie de ses avoirs vers un ou plusieurs FCPE de la gestion libre (les avoirs arbitrés sont alors investis conformément à l’article 29.2.2.1).

Les frais afférents à ces opérations d’arbitrage sont à la charge du bénéficiaire (à l’exception de deux modifications annuelles du choix de placement qui sont prises en charge par l’entreprise adhérente au titre des prestations de tenue de compte conservation).

Par ailleurs, l’investissement dans le FCPE receveur donne lieu, conformément aux dispositions prévues ci-avant, à la perception d’une commission de souscription à la charge du bénéficiaire ou de l’entreprise. Les modalités de prise en charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin d’adhésion et pourront être révisées chaque année.

Avant la date d’échéance du fonds choisi, l’épargnant sera interrogé par le teneur de compte sur la manière dont il souhaite sortir du fonds concerné. Il pourra alors choisir entre :

- le remboursement de ses avoirs, lorsqu’il a atteint l’âge de départ à la retraite, et qu’il souhaite que la délivrance de ses avoirs s’effectue sous forme de capital et/ou de rente ;
- le transfert de ses avoirs vers une société d’assurance lorsqu’il a atteint l’âge de départ à la retraite et qu’il souhaite que la délivrance de ses avoirs s’effectue sous forme de rente viagère ;
- l’arbitrage de ses avoirs dans le FCPE « Natixis Régularité » classé dans la catégorie FCPE « Obligations et autres titres de créances libellés en euros » ;
- l’arbitrage de ses avoirs vers un autre fonds de la gamme « Natixis Horizon Retraite », s’il modifie sa date de départ à la retraite (ou de son projet personnel) ;
- l’arbitrage de ses avoirs vers un ou plusieurs des FCPE proposés en gestion libre.

Tout épargnant n'ayant pas répondu dans le délai prévu sur le bulletin d'interrogation est réputé adhérer à la formule de l'investissement en parts du FCPE « Natixis Régularité » ⁽¹⁾.

b) Gestion pilotée proposée par la société de gestion Amundi

Les deux mécanismes de gestion pilotée présentés au II de l'annexe III sont :

- la gestion par grille d'allocations ;
- le PERCO garanti.

Le bénéficiaire peut panacher ses avoirs dans les deux mécanismes de gestion pilotée et/ou un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Les frais y afférents, le cas échéant, seront à la charge du bénéficiaire concerné (à l'exception de deux modifications annuelles du choix de placement qui sont prises en charge par l'entreprise adhérente au titre des prestations de tenue de compte conservation) et seront prélevés sur le montant des avoirs transférés. Par ailleurs la commission de souscription perçue à l'entrée du FCPE est à la charge du bénéficiaire ou de l'entreprise. Les modalités de prise en charge des commissions de souscription seront spécifiées dans le bulletin d'adhésion et pourront être révisées chaque année.

b) 1. Gestion par grille d'allocations

b) 1.1. Modification du mode de gestion pour les avoirs investis dans le profil « dynamique »

A compter de la date de dépôt de l'avenant n° 4 à l'accord interprofessionnel ES-PL, le profil « dynamique » mentionné ci-après est fermé à tout nouveau versement ou à tout arbitrage entrant.

Les épargnants ayant investi dans le profil « dynamique » peuvent arbitrer la totalité de leurs avoirs ainsi investis :

- soit dans le profil « prudent » mentionné ci-dessous ;
- soit dans le PERCO garanti ;
- soit dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

b) 1.2. Modification du mode de gestion pour les autres modes de gestion proposés

Le bénéficiaire peut panacher ses avoirs dans les trois modes de gestion proposés :

- soit dans le profil « prudent » mentionné ci-dessous ;
et/ou :
- soit dans le PERCO garanti ;
et/ou :
- soit dans un ou plusieurs FCPE de la gestion libre.

La modification du choix de placement est effectuée en liquidités et est sans incidence sur la durée d'indisponibilité restant éventuellement à courir.

Dans le cadre de cette gestion par grille, chaque bénéficiaire choisit son horizon de sortie :

- avant son départ en retraite, s'il a pour objectif l'acquisition de sa résidence principale ;
- à son départ en retraite (année approximative) ;
- après son départ en retraite.

En choisissant la gestion pilotée, il opte pour un pilotage totalement individualisé de ses avoirs dans le temps, avec un arbitrage automatisé entre actions, obligations et produits monétaires : l'allocation de ses avoirs entre les supports d'investissement est en effet adaptée chaque année à son horizon de placement, selon les modalités précisées ci-dessous.

(1) Sous réserve que le conseil de surveillance ait voté sa fusion du FCPE Natixis Horizon Retraite arrivant à échéance. A défaut, sur le FCPE visé par la décision du conseil de surveillance du FCPE Natixis Horizon Retraite arrivant à échéance.

Le bénéficiaire ne peut donc en aucune façon intervenir ni dans le choix des supports de placement, ni dans leur répartition au sein de l'allocation retenue.

(En pourcentage.)

PROFIL DYNAMIQUE				PROFIL PRUDENT		
Nombre d'années avant l'échéance	Amundi Label Actions Euroland	Amundi Label Obligataire	Amundi Label Monétaire – F	Amundi Label Actions Euroland	Amundi Label Obligataire	Amundi Label Monétaire – F
20	100	0	0	50	50	0
19	100	0	0	50	50	0
18	100	0	0	50	50	0
17	100	0	0	50	50	0
16	100	0	0	50	50	0
15	100	0	0	50	50	0
14	100	0	0	50	50	0
13	100	0	0	50	50	0
12	100	0	0	48	50	2
11	100	0	0	45	50	5
10	100	0	0	39	50	11
9	100	0	0	27	50	23
8	90	10	0	18	50	32
7	75	25	0	8	49	43
6	60	38	2	5	39	56
5	50	42	8	3	26	71
4	39	48	13	2	17	81
3	30	45	25	1	10	89
2	20	40	40	1	4	95
1	15	30	55	1	4	95

Grille de répartition susceptible d'être ajustée en fonction d'évolutions importantes des marchés.

Cette gestion spécifique se fonde notamment sur des études historiques (depuis 1950, marchés français et étrangers) montrant que, sur le long terme, les actions offrent les meilleures performances nettes d'inflation, et que l'allongement de la durée du placement atténue sensiblement, sur l'ensemble de la période, le risque (mesuré par la volatilité) lié aux variations des marchés financiers. Pour chaque niveau de risque, il existe donc une allocation d'actif optimale entre actions, obligations et produits monétaires permettant de maximiser le rendement.

Pilotage individualisé

Une allocation d'actifs est définie chaque année en fonction de l'horizon choisi, la part des actifs les plus sécuritaires augmentant progressivement pour réduire la part des placements « risqués » dans son investissement global.

A titre d'exemple, si le projet du bénéficiaire est à échéance de 8 ans, ses investissements seront répartis de la façon suivante : 18 % en actions, 50 % en obligations et 32 % en monétaire. Deux

ans avant la date prévue de liquidation de ses avoirs, ils seront répartis comme suit : 1 % actions, 4 % obligations et 95 % monétaire.

Chaque trimestre, un ajustement des supports de placement permet de corriger les écarts entre l'allocation définie pour l'année en cours et la valorisation en fin de trimestre des différents supports : les pourcentages de répartition définis pour l'année en cours sont ainsi régulièrement rétablis.

Cette allocation se fait au travers des trois supports de placement purs suivants :

- Amundi Label Monétaire – F ;
- Amundi Label Obligataire ;
- Amundi Label Actions Euroland,

dont les classes d'actifs sont utilisées pour parvenir à l'allocation cible de l'année retenue.

Ainsi, dès que le bénéficiaire a précisé son horizon d'investissement, les versements qu'il effectue tout au long de l'année sont investis dans tout ou partie de ces supports de façon à ce que l'allocation-cible soit atteinte.

Le bénéficiaire et son épargne

Lors de son premier versement, l'adhérent indique sur son bulletin de versement la date d'échéance de son placement et le mode de gestion retenu : « Gestion pilotée » et ce pour tout ou partie de son versement.

Il reçoit chaque trimestre un relevé qui l'informe des arbitrages effectués et de la position de ses avoirs sur son dispositif PERCO-I.

b) 2. PERCO garanti

Les sommes recueillies par le plan sont employées, à l'acquisition de parts du fonds commun de placement « Amundi Objectif Retraite ».

Le FCPE « Amundi Objectif Retraite » est un FCPE à compartiments. A la date de mise en place de ce fonds, les bénéficiaires ont la possibilité de souscrire aux trois compartiments suivants du FCPE « Amundi Objectif Retraite » :

- « Amundi Objectif Retraite 2020 » ;
- « Amundi Objectif Retraite 2025 » ;
- « Amundi Objectif Retraite 2030 ».

Chaque compartiment offre aux bénéficiaires du plan une formule de placement se décomposant en deux phases successives :

- une période d'épargne « Phase 1 », au cours de laquelle les souscriptions sont effectuées. Cette phase garantit à échéance aux porteurs, 100 % de la plus élevée des valeurs liquidatives établies depuis la création du compartiment ;
- une période de mise à disposition « Phase 2 » qui propose une phase de restitution de capital sécurisée garantissant, pour chaque part détenue, chaque année pendant la durée de la phase (soit sur 10 dates), un montant égal à 10 % de la valeur liquidative constatée à la date d'échéance de la phase 1, qui donnera lieu à la création de parts, par le teneur de compte conservateur de parts, sur le compartiment « Amundi Disponible Retraite ».

La période d'épargne et la période de mise à disposition sont spécifiques à chaque compartiment.

Il est prévu que, à compter de l'année 2015, il sera créé tous les 5 ans un nouveau compartiment d'échéance 20 ans, auquel auront automatiquement accès les bénéficiaires, sans nécessité d'avenant à l'accord. Chacun de ces compartiments se décomposera en une période d'épargne et une période de mise à disposition comme indiquées ci-avant.

Le compartiment « Amundi Disponible Retraite » constitue l'actuel 4^e compartiment du fonds.

Au plus tard 4 mois avant l'échéance de la garantie de la phase 1, les bénéficiaires seront interrogés par le teneur de compte conservateur de parts aux fins de communiquer leur choix entre :

- le rachat de leurs parts, si elles sont disponibles ;
- le transfert de leurs avoirs vers un autre support de placement proposé dans le plan ;
- le maintien de leurs parts dans le compartiment. Les avoirs entreront alors dans la phase 2 du compartiment.

Les bénéficiaires devront notifier leur choix, au teneur de compte conservateur de parts, éventuellement par l'intermédiaire de leur entreprise, au plus tard 1 mois avant la date d'échéance de la phase 1.

A défaut de notification de son choix dans le délai susvisé, les avoirs du porteur de parts seront maintenus dans le compartiment et entreront dans la phase 2.

Il est également précisé que dans le cadre du fonds, au cours de la phase 2, aucun arbitrage d'un autre support ne peut être effectué vers le compartiment « Amundi Disponible Retraite ».

29.2.3. L'ancienne annexe II est remplacée par ce texte :

« Pour les FCPE de gestion libre et pilotée gérés par la société de gestion Natixis Asset Management :

Les mentions légales de la société de gestion sont modifiées comme suit :

Natixis Asset Management, société anonyme au capital de 50 434 604,76 €, dont le siège social est 21, quai d'Austerlitz, 75634 Paris Cedex 13.

Les mentions légales du dépositaire sont modifiées comme suit :

Caceis Bank France, société anonyme au capital de 310 000 000 €, dont le siège social est 1-3, place Valhubert, Paris 13^e.

Pour les FCPE de gestion libre et pilotée gérés par la société de gestion Amundi :

Les mentions légales de la société de gestion sont modifiées comme suit :

Amundi, société anonyme au capital de 584 710 755 €, dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75730 Paris Cedex 15.

Les mentions légales du dépositaire sont modifiées comme suit :

Caceis Bank France, société anonyme au capital de 310 000 000 €, dont le siège social est 1-3, place Valhubert, 75013 Paris.

Les mentions légales du teneur de compte conservateur et teneur de registre des parts sont modifiées comme suit :

Amundi Tenue de comptes, société anonyme au capital de 24 000 000 €, dont le siège social est 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris. »

Article 29.3

Il est créé une annexe IV intitulée « Terminologie », rédigée comme suit :

« Adhérent(e) : entreprise dans laquelle est installé le plan d'épargne salariale ES-PL, quels que soient le nombre ou la qualité des personnes qui vont en bénéficier pratiquement.

Bénéficiaire : personne (salarié, chef d'entreprise ou mandataire social) qui bénéficie du dispositif mis en place dans l'entreprise adhérente.

Equivalent : porteur de parts. »

Article 30

Dispositions finales

Les autres dispositions de l'accord demeurent inchangées.

Le présent avenant est immédiatement applicable dès son dépôt, pour les entreprises dont les organisations adhèrent à l'UNAPL.

Après obtention de l'arrêté d'extension de l'accord, la partie « employeurs » s'engage à réaliser une version consolidée du plan d'épargne salariale ES-PL.

Fait à Paris, le 6 juin 2012.

(Suivent les signatures.)